Vous trouverez ci-dessous les articles originaux des statuts actuels et les modifications de statuts proposées indiquées en vert.

#### STATUTS ISC PARIS ALUMNI

#### **ARTICLE 1** original

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 ayant pour titre : ASSOCIATION DES ANCIENS ELEVES DE L'INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE (AAEISC).

**ARTICLE 1 Proposé** : Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 ayant pour titre : ISC PARIS ALUMNI.

Pour rappel, le terme Alumni provient du latin et désigne de manière générale, les diplômés d'une école ou d'une université.

# **ARTICLE 4 original :** Admission

L'Association se compose de :

- un membre de droit : l'ISC, représentée par son Président.
- membres à vie, qui satisfont aux deux conditions suivantes :
  - o être diplômé de l'un des cycles de l'ISC
  - o avoir payé sa cotisation, soit lors de sa scolarité soit directement à l'association.

### **ARTICLE 4 Proposé:** Admission

L'Association se compose de :

- Un membre de droit : l'ISC Paris, représentée par son Président ou toute autre personne désignée par l'ISC Paris.
- Des membres cotisants à vie, qui satisfont aux deux conditions suivantes :
  - o être diplômés de l'un des cycles de l'ISC Paris
  - o avoir payé être à jour de sa cotisation.

## **ARTICLE 6 original**

Les ressources de l'Association comprennent :

- le montant des cotisations, notamment celles appelées directement par l'école,
- des subventions accordées par la Direction de l'ISC ou par le bureau des élèves de l'ISC,
- des revenus des fonds placés,
- et toutes autres ressources autorisées par la loi.

## **ARTICLE 6 Proposé**

Les ressources de l'Association comprennent notamment :

- des cotisations, notamment celles appelées directement par l'école,
- des subventions accordées par la Direction de l'ISC Paris ou par le bureau des élèves de l'ISC.
- des revenus des fonds placés,
- des dons et toutes autres ressources autorisées par la loi.